



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1990/48
24 octobre 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-sixième session
Point 28 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux résolutions 1334 (XLIV) et 1986/35 du Conseil économique et social, en date du 31 mai 1968 et du 28 mai 1986 respectivement, et aux décisions 1978/21 et 1987/102 du Conseil, en date du 5 mai 1978 et du 6 février 1987 respectivement, la Commission des droits de l'homme a élu au scrutin secret, à sa quarante-quatrième session (39ème séance, 29 février 1988), les 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités parmi les experts dont les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient proposé la candidature sur la base suivante : a) sept membres parmi les Etats d'Afrique; b) cinq membres parmi les Etats d'Asie; c) trois membres parmi les Etats d'Europe orientale; d) cinq membres parmi les Etats d'Amérique latine; e) six membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

2. Conformément à la résolution 1986/35 du Conseil, les membres de la Sous-Commission sont élus pour un mandat de quatre ans et l'élection de la moitié d'entre eux et, le cas échéant, de leurs suppléants a lieu tous les deux ans. Le Président de la quarante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme a procédé à un tirage au sort pour choisir les membres et, le cas échéant, leurs suppléants dont le mandat expirera au bout de deux ans sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

3. La liste des membres actuels de la Sous-Commission élus conformément à cette procédure est présentée à l'annexe II.

4. Comme le mandat de la moitié des membres de la Sous-Commission a expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée à élire de nouveau des membres de la Sous-Commission et leurs suppléants sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

5. Par sa résolution 1989/36, du 6 mars 1989, la Commission des droits de l'homme a invité les Etats à proposer comme membres et suppléants des candidats répondant aux critères exigés des experts indépendants qui, dans l'exercice de leurs fonctions de membre de la Sous-Commission, doivent se comporter comme tels. Dans sa résolution 1987/32, du 4 septembre 1987, la Sous-Commission a recommandé à la Commission des droits de l'homme de s'efforcer d'amener tous les gouvernements à désigner davantage de femmes pour être élues à la Sous-Commission.

6. En ce qui concerne la désignation des suppléants, le Conseil économique et social a décidé, dans sa résolution 1983/32, que :

"... nonobstant le paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, les règles suivantes s'appliqueront désormais à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités :

a) Lors de la désignation d'un candidat à un siège à la Sous-Commission, il est loisible de désigner en même temps un expert de la même nationalité qui sera élu simultanément avec lui et pourra le suppléer temporairement dans ses fonctions en cas d'empêchement;

b) Les qualifications requises sont les mêmes pour les suppléants que pour les membres;

c) Est seul habilité à suppléer un membre dans ses fonctions l'expert qui a été élu suppléant, conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus."

7. A la date du 23 octobre 1989, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission des pays suivants : Algérie, Argentine, Brésil, Burundi, Costa Rica, Espagne, France, Gambie, Grèce, Inde, Jordanie, Mexique, Nigéria, Panama, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tchad et Union des Républiques socialistes soviétiques.

8. Les autres communications et propositions de candidature qui seront reçues de gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

9. On trouvera ci-après la liste des propositions de candidature reçues des gouvernements à ce jour; le curriculum vitae des candidats est présenté dans l'annexe I au présent document.

| <u>Etat Membre</u> | <u>Expert proposé</u> | <u>Suppléant proposé</u> |
|--|-----------------------------|--|
| Algérie | Mme Fatima Ksentini */ | Mme Farida Aiouaze */ |
| Argentine | M. Leandro Despouy | |
| Brésil | M. Gilberto Vergne Saboia | Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves |
| Burundi | M. Laurent Nzeyimana | |
| Costa Rica | M. Luis Varela Quirós | M. Jorge Rhenán Segura |
| Espagne | M. Eugenio Gay Montalvo | M. José Manuel Bandrés Sanchez-Cruzat |
| France | M. Louis Joinet | M. Alain Pellet */ |
| Gambie | M. Hassan Jallow | |
| Grèce | Mme Erica-Irene Daes */ | |
| Inde | M. Murlidhar Bhandare | |
| Jordanie | M. Awn Shawkat Al-Khasawneh | M. Waleed Sadi |
| Mexique | M. Claude Heller | M. Héctor Fix Zamudio |
| Nigéria | Mme Judith Attah | Mme Christy Mbonu |
| Panama | M. Oscar Ceville | Mme Mirta Saavedra |
| République centrafricaine | Mme Thérèse Dejean | M. Zacharie N'douba |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Mme Claire Palley | |
| Sénégal | M. El Hadj Guisse */ | M. Ndary Toure */ |
| Tchad | M. Nainla Ngarry-Mbailao | M. Guele Djankouman |
| Union des Républiques socialistes soviétiques O. Ramichvili | M. Stanislav Tchernitchenko | M. Teimouraz |

*/ Le curriculum vitae, qui n'a pas encore été communiqué au Secrétariat, sera publié sous forme d'additif au présent document.

Annexe I

CURRICULUM VITAE

M. LEANDRO DESPOUY (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement argentin)

Date de naissance : 4 avril 1947

Lieu de naissance : San Luis (Argentine)

Formation : Juriste

Spécialité : Droit international public

Orientation : Droits de l'homme et droit international
humanitaire

Dernière fonction exercée

1986/juillet 1989 Directeur général chargé des droits de l'homme au
Ministère des relations extérieures et du culte, avec
rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Autres activités se rapportant spécifiquement aux droits de l'homme

1976-1983 Préparation d'études et de nombreux rapports pour l'UNESCO et pour
le Conseil de l'Europe. (Voir à la rubrique "Publications")

1980 Fonctionnaire de la Division des droits de l'homme de
l'Organisation des Nations Unies, aujourd'hui Centre pour les
droits de l'homme (Genève)

1982 Corapporteur du rapport général du Colloque sur le thème "Droit
de solidarité : droits des peuples", organisé par les autorités
de Saint-Marin en collaboration avec l'UNESCO

1983-1986 Conseiller à la Direction générale des droits de l'homme du
Ministère des relations extérieures et du culte

1983 Participation au Colloque international sur "Les droits de l'homme
des étrangers en Europe", organisé par le Conseil de l'Europe et
le Gouvernement portugais (Madère, 17-19 octobre)

1984 Elu membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités

Rapporteur de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités,
trente-septième session. Voir document E/CN.4/Sub.2/1984/43

A la même session, désigné par la Sous-Commission en tant que Rapporteur spécial chargé du thème "Les droits de l'homme et les personnes handicapées". Voir à ce propos les résolutions 1984/20 et 1985/10 de la Sous-Commission, ainsi que le rapport préliminaire et le rapport intérimaire publiés sous la cote E/CN.4/Sub.2/1985/32 et E/CN.4/Sub.2/1988/11 respectivement

Participation au Colloque sur le thème "Les étrangers. Menace ou triomphe ?", organisé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 20 et 21 mars)

1985 Président suppléant de la délégation argentine à la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

A la trente-huitième session de la Sous-Commission, désigné en tant que Rapporteur spécial chargé de dresser chaque année une liste des pays qui proclament, prolongent ou abrogent l'état d'exception. Pour évaluer l'impact sur les droits de l'homme des mesures prises dans de telles circonstances, le mandat du Rapporteur spécial prévoit l'examen de la légalité de ces mesures sur le plan interne et international. Voir à ce propos résolutions 1984/27 et 1985/32 de la Sous-Commission et décision 1986/104 de la Commission des droits de l'homme; documents E/CN.4/Sub.2/1985/19, E/CN.4/Sub.2/1987/19, E/CN.4/Sub.2/1988/18 et E/CN.4/Sub.2/1989/...

Présentation du thème "Les normes internationales applicables dans les conflits armés non internationaux" à la onzième Conférence sur "Les problèmes actuels du droit international humanitaire", organisée par l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (septembre 1985)

Participation au "Séminaire interaméricain sur les problèmes humanitaires et les problèmes de droits de l'homme en cas de troubles internes", organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et l'Institut interaméricain des droits de l'homme (Buenos Aires, 11-15 novembre)

1986 Président suppléant de la délégation argentine à la quarante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Membre de la délégation argentine à la XXVème Conférence internationale de la Croix-Rouge (Genève, 23-31 octobre)

1986-1990 Membre du Groupe d'experts juridiques du Comité international de la Croix-Rouge

1987 Président de la délégation argentine à la quarante-troisième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa trente-neuvième session

Président de la première Conférence internationale des Etats parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Président suppléant de la délégation argentine à la dix-septième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains

Participation au Séminaire sur "La protection juridique internationale de la personne humaine dans les situations d'exception", organisé par l'Institut interaméricain des droits de l'homme et le Comité international de la Croix-Rouge (Mexico, 16-20 mars)

Président du Colloque international sur la prévention de la torture organisé par la Commission internationale de juristes et le Comité suisse contre la torture (Montevideo, 6-9 avril)

Participation au Colloque d'experts sur les droits de l'homme et le droit humanitaire dans les conflits internes, organisé par l'Institut norvégien des droits de l'homme (Oslo, 15-17 juin)

Le 10 décembre - Journée internationale des droits de l'homme -, discours en l'honneur du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans le cadre des manifestations organisées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Genève, Palais des Nations)

1988 Président de la délégation argentine à la quarante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Chargé d'un exposé à la Réunion internationale sur les droits de l'homme organisée par l'UNESCO pour commémorer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Paris, 5-7 décembre)

Chargé de présenter un exposé à la "Table ronde d'experts éminents sur la Déclaration universelle des droits de l'homme : passé, présent et avenir", organisée par le Centre pour les droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies pour commémorer l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Palais des Nations, 12 décembre)

1989 Président de la délégation argentine à la quarante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Chargé de présenter un exposé sur le thème "Les travaux des parlements en matière de protection des droits de l'homme des personnes handicapées" à la 82ème Conférence interparlementaire (Londres, 4-9 septembre)

Carrière universitaire

1973-1974 Professeur d'histoire des institutions politiques à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires

- 1974 Professeur de sociologie politique à la Faculté de philosophie et des lettres de l'Université de Buenos Aires
- Professeur de droit commercial à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos Aires
- Directeur de la recherche et des publications à l'Institut de droit comparé, Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1975-1977 Professeur d'économie politique à l'Université de Paris VIII (France)
- 1982 Professeur chargé de l'enseignement des droits de l'homme au Centre international de formation et recyclage des enseignants des droits de l'homme (Strasbourg)
- 1983 Professeur de droit international à l'Institut international d'administration publique (Paris)
- Professeur chargé de l'enseignement des droits de l'homme à l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)
- 1984-1987 Professeur de droit international public à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1985 Professeur de hautes études universitaires, "Relations juridiques internationales", à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1986-1987 Professeur chargé de l'enseignement des droits de l'homme à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires
- 1988 Participation en tant que professeur au sixième cours interdisciplinaire en matière de droits de l'homme organisé par l'Institut interaméricain des droits de l'homme (Costa Rica, août)
- Participation en tant que professeur au cours de formation sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et sur l'administration de la justice à l'intention de responsables des pays d'Amérique centrale organisé par le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU en coopération avec l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (San Remo, décembre)
- 1989 Participation en tant que professeur au cours de formation sur l'application des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies en matière de droits de l'homme, y compris le droit international humanitaire et la législation nationale, organisé par le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU en collaboration avec le Gouvernement péruvien (Lima, 2-6 octobre)
- Participation en tant que professeur au cours de formation sur l'application des instruments en matière de droits de l'homme et sur l'administration de la justice, organisé par le Centre pour les droits de l'homme de l'ONU en collaboration avec le Gouvernement argentin (Buenos Aires, 9-13 octobre)

1984-1989 Conférences à l'Association des avocats de Buenos Aires, à l'Association argentine de droit constitutionnel, au Sous-Secrétariat aux droits de l'homme du Ministère de l'intérieur, à l'Ecole de la défense, à l'Institut du Service extérieur de la nation, etc.

Publications

"El concepto de culpa en el homicidio preterintencional", revue Lecciones y Ensayos, Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires

"La causa en los títulos abstractos o papeles de comercio", Revista del Derecho y las Obligaciones Comerciales

"El Estado de Excepción en América Latina", Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (voir document AF/PO/PL/COLL/Echal 33; 1-4)

"Evaluación del marco jurídico-institucional de la participación del público en los asentamientos humanos y del medio socio-cultural", septembre 1982, UNESCO

"Antecedentes sobre los trabajos de las Naciones Unidas relativos a las Empresas Transnacionales y los Derechos Humanos", Réunion d'experts sur "Le rôle des pouvoirs privés et non étatiques en tant que facteur de limitation des droits de l'homme", décembre 1982, UNESCO (voir document SS-82/CONF.610/5 a))

"La participación de la población en la toma de decisiones en los sistemas democraticos", Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, mars 1983 (voir document AS/COLL/Democracia 33/4)

"Dimensión jurídica del derecho a la participación en la realización del derecho al desarrollo", octobre 1983, UNESCO, Division des droits de l'homme et de la paix

"El Estado de Excepción en el sistema jurídico de Europa Continental y en América Latina", Institut international des droits de l'homme, Strasbourg, 1983

"La Declaración Universal de los Derechos Humanos : 40 años después", Bulletin des droits de l'homme, édition spéciale à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle, publication des Nations Unies, New York, 1988

"Recopilación jurisprudencial de la labor desarrollada por el Comité de Derechos Humanos de la Union Interparlamentaria Mundial" (en préparation)

Pour les travaux réalisés par M. Despouy en tant qu'expert de l'ONU, voir documents E/CN.4/Sub.2/1984/43, E/CN.4/Sub.2/1985/19, E/CN.4/Sub.2/1985/32, E/CN.4/Sub.2/1987/19, E/CN.4/Sub.2/1988/11, E/CN.4/Sub.2/1988/18 et E/CN.4/Sub.2/1989/...

M. GILBERTO VERGNE SABOIA (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement brésilien)

Né à Rio de Janeiro, le 16 mai 1942

Diplômé de la Faculté de droit de l'Université catholique de Rio de Janeiro, 1965

Diplômé de l'Académie diplomatique du Ministère brésilien des relations extérieures (Instituto Rio-Branco), 1965

Diplômé du cours de hautes études du Ministère brésilien des relations extérieures (Mémoire sur la "Protection internationale des droits de l'homme"), 1982

Fonctions actuelles

Ministre conseiller, représentant adjoint du Brésil à l'Organisation des Etats américains, Washington (depuis 1987)

Fonctions exercées à l'étranger

Ambassade de Washington (deuxième secrétaire, 1968-1971)

Ambassade de Guatemala (deuxième secrétaire, 1971-1974)

Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève (conseiller, 1979-1984)

Fonctions récentes au Brésil

Conseiller auprès du Secrétaire général du Ministère brésilien des relations extérieures, 1984-1985

Chef de la Division de l'Organisation des Nations Unies au Ministère des relations extérieures, 1985-1987

Membre (suppléant) du Conseil brésilien pour la protection des droits de l'homme (1986-1987)

Conférences internationales

Représentant du Brésil à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (1980-1984)

Observateur du Brésil à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1980-1983)

Représentant du Brésil à la Conférence internationale du Travail (1979-1983)

Représentant suppléant du Brésil au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (1979-1984)

Représentant du Brésil au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (1979-1983)

Représentant du Brésil à la Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (Genève, 1981)

Représentant du Brésil à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Nairobi, 1982)

Représentant du Brésil au Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (1980-1981)

Représentant du Brésil à la Conférence internationale sur la question de Palestine (Genève, 1983)

Représentant du Brésil à l'Assemblée générale des Nations Unies, 1985-1986 (Troisième Commission)

Membre de la délégation brésilienne à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés (Luanda, 1985)

Chef de la délégation brésilienne au IX. Interamerican Indian Congress (Santa Fé, Etats-Unis, 1985)

Représentant du Brésil à l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (1987-1988)

Représentant du Brésil à la Conférence de plénipotentiaires de l'ONU en vue de l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes (Vienne, 1988)

Représentant du Brésil à la Consultation des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains (Washington, 1989)

Décorations étrangères

Commandant de l'Orden del Aguila Azteca (Mexique)

Officier de l'Ordre national du lion (Sénégal)

Officier de l'Ordre national du mérite (France)

Officier de l'Ordem do Infante D. Henrique (Portugal)

Officier de l'Orden de Francisco Miranda (Venezuela)

Croix du mérite, première classe (République fédérale d'Allemagne)

Mme MARILIA SARDENBERG ZELNER GONCALVES (suppléante)

(Candidature proposée par le Gouvernement brésilien)

Née à Curitiba, Etat de Paraná (Brésil)

Diplômée de l'Université catholique pontificale, Rio de Janeiro (Brésil),
Bachelor of Arts

Diplômée de l'Académie diplomatique du Ministère brésilien des relations
extérieures (Instituto Rio-Branco)

Fonctions actuelles

Première secrétaire de la délégation brésilienne pour le désarmement et les
droits de l'homme, Genève (depuis 1987)

Participation à des rencontres et des manifestations internationales

Représentante du Brésil à la Commission des droits de l'homme de
l'Organisation des Nations Unies (1988-1989)

Observatrice à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités (1988-1989)

Membre du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme sur
un projet de convention relative aux droits de l'enfant (1988-1989)

Représentante du Brésil au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire
des Nations Unies pour les réfugiés (1987-1989)

Rapporteur à la trente-neuvième session du Comité exécutif du Programme du
Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (1988)

Membre du Groupe de travail du Comité exécutif du HCR mandaté par le Conseil
économique et social pour étudier la question d'une participation élargie des
observateurs (1988)

Représentante du Brésil à la Conférence internationale sur les réfugiés
d'Amérique centrale, Guatemala (1989)

Conseillère à la Réunion intergouvernementale d'experts sur le partage des
ressources naturelles, Nairobi (1978)

Représentante du Brésil à la Conférence générale de l'AIEA,
Rio de Janeiro (1976)

Représentante du Brésil à la Conférence mondiale de l'Année internationale de
la femme, Mexico (1975)

Représentante du Brésil à l'Assemblée générale des Nations Unies,
New York (1974)

Membre de la délégation brésilienne à la réunion du Groupe d'experts intergouvernementaux chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (Groupe des 18) (1986)

Représentante du Brésil au séminaire organisé par l'UNICEF pour les pays de langue portugaise sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant, Lisbonne (1988)

Représentante du Brésil au Séminaire des Nations Unies sur le dialogue culturel entre les pays d'origine et les pays d'accueil des travailleurs migrants, Athènes (1989)

Fonctions récemment exercées au Ministère brésilien des relations extérieures

Conseillère du Sous-Secrétaire général à la coordination et à la planification (1985)

Conseillère du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques multilatérales (1985-1986)

Conseillère du Sous-Secrétaire général à l'administration (1986-1987)

M. LAURENT NZEYIMANA (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement burundais)

I. Né à : Kabonobono, le 15 juillet 1936

Etat civil : Marié, quatre enfants

II. Etudes universitaires

1964-1967 Université libre de Bruxelles (docteur en droit)

III. Fonctions occupées

1987-... Avocat

Membre du Conseil consultatif communal de Muramvya

1986-1987 Avocat, représentant du peuple à l'Assemblée nationale et membre du Comité central du parti UPRONA

1984-1986 Ministre des relations extérieures et de la coopération

Membre du Comité central du parti UPRONA et représentant du peuple à l'Assemblée nationale

1982 Ministre des relations extérieures et de la coopération

Représentant du peuple à l'Assemblée nationale (député)

Membre du Comité provincial du parti UPRONA de Bujumbura

1981 Membre du Conseil consultatif communal de Muramvya

1978-1982 Ministre de la justice

1976-1978 Ambassadeur de la République du Burundi aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique

1969-1976 Ambassadeur de la République du Burundi en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, et Représentant permanent près la Communauté économique européenne

1963-1964 et
1967-1969 Président de la Cour d'appel du Burundi

1969 Avocat-conseil du gouvernement chargé de l'enseignement à l'Université officielle du Burundi

1963 Substitut du Procureur du Roi à Bujumbura

1962 Officier de police judiciaire à Bururi

| | |
|-----------|---|
| 1960-1961 | Député à l'Assemblée législative intérimaire |
| 1960 | Administrateur de province assistant à Ngozi |
| 1959-1960 | Assistant administratif à Ngozi (fonctions d'officier de police judiciaire) |
| 1958-1959 | Assistant administratif stagiaire (Ruyigi) |

IV. Expérience professionnelle et publications

Participation, souvent en tant que chef de délégation du Burundi, à de nombreuses conférences internationales de caractère politique, juridique et économique; a donné plusieurs conférences et publié des articles dans des revues spécialisées

Parmi les conférences et négociations, sont à signaler spécialement :

- celles faites à des sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
- aux sommets de l'OUA, du Mouvement des pays non alignés, de la Conférence France-Afrique et des pays ayant en commun l'usage de la langue française
- celles portant sur les négociations Convention Yaoundé II CEE-EAMA (1969) et Convention Lomé I CEE-ACP (1974-1975)
- celles de la Conférence ministérielle de l'OUA sur les réfugiés à Arusha (1980) et de la Conférence CIARA I sur les réfugiés à Genève (1981)
- celles de la Conférence ministérielle de l'OUA sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, en Gambie (1980-1981)

V. Distinctions honorifiques

Grand Cordon de l'Ordre de Léopold (Belgique)

Grand-Croix de l'Ordre du mérite (Grand-Duché de Luxembourg)

Grand officier de l'Ordre national (Niger)

Grand officier de l'Ordre national (Mali)

Mme THERESE DEJEAN (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement
de la République centrafricaine)

Date et lieu

de naissance : 28 décembre 1946, à Mobaye (République centrafricaine)

Profession : Magistrat de 1er grade, 1er groupe, 7ème échelon

Diplômes : Brevet de l'ENA de Bangui, section judiciaire
Diplôme de l'Institut international d'administration publique
de Paris (section judiciaire)

Fonctions occupées

Substitut du Procureur de la République (1973-1975)

Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Bangui
(1975-1977)

Directeur des affaires criminelles et des grâces (1977-1979)

Directeur des affaires civiles et du sceau (1979-1983)

Directeur des affaires criminelles et des grâces (1983-1986)

Directeur général des services judiciaires, jusqu'à ce jour

Juge d'instruction près le Tribunal militaire permanent (1974-1975),
cumulativement avec les fonctions de substitut du Procureur de la République

Commissaire du gouvernement adjoint près le Tribunal militaire permanent
(1986-1989), cumulativement avec les fonctions de Directeur général des
services judiciaires

Commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire permanent depuis
août 1989, cumulativement avec les fonctions de Directeur général des services
judiciaires

Activités extraprofessionnelles

Membre de la Fédération des juristes africains

Distinctions honorifiques

Chevalier de l'Ordre du mérite centrafricain

Officier de l'Ordre du mérite centrafricain

M. ZACHARIE N'DOUBA (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement
de la République centrafricaine)

Date et lieu
de naissance : 5 août 1952, à Batangafo (République centrafricaine)

Situation de famille : Marié (six enfants)

Etudes suivies

1972-1973 Université de Bangui (Faculté de droit)

1974-1976 Institut international d'administration publique de Paris (IIAP)

Diplôme obtenu

- Diplôme de l'Institut international d'administration publique de Paris
(section judiciaire)

Profession

Magistrat

Fonctions exercées

Substitut du Procureur de la République, Bangui

Président des tribunaux de Bouar et Berbérati

Président des tribunaux de Berbérati et Nola

Premier Vice-Président du Tribunal de grande instance de Bangui

Membre du Conseil supérieur de la magistrature de la République centrafricaine

Juge à la Haute Cour de justice de la République centrafricaine

Premier avocat général près la Cour d'appel de Bangui

Distinction honorifique

Chevalier de la reconnaissance centrafricaine

M. NAINLA NGARRY-MBAILAO (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement tchadien)

Date et lieu de naissance : 10 septembre 1953, à Bitanda

Situation de famille : Marié (deux enfants)

Profession et grade : Juriste spécialisé en droit international
Conseiller des affaires étrangères

Formation

Etudes :

1975-1976 Université d'Etat de Kiev (URSS) - Faculté préparatoire

1976-1981 Université d'Etat de Kiev - Faculté des relations
internationales et de droit international

Etudes spécialisées et stages de perfectionnement :

1976-1981 Faculté des relations internationales et de droit
international de l'Université d'Etat de Kiev.
Option : droit international

Juillet - Participation au Programme de l'Institut
novembre 1983 des Nations Unies pour la formation et la
recherche (UNITAR), dans le domaine du droit international

4 juillet - Stage théorique à l'Académie de droit international
12 août 1983 de La Haye (Pays-Bas)

13 août - Stage pratique à la Division de la protection
11 novembre 1983 internationale au Haut Commissariat des Nations Unies pour
les réfugiés, à Genève

Diplômes obtenus

Certificat de fin d'études de la Faculté préparatoire

DES de droit international

Certificat de participation au Programme de l'UNITAR

Certificat d'assiduité au cours d'été de l'Académie de droit international de
La Haye

Certificat délivré par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Connaissances linguistiques :

Bonne connaissance du français et du russe, passable de l'anglais

Fonctions

| | |
|-------------------------|--|
| 1981 | Intégré à la fonction publique en qualité de conseiller des affaires étrangères |
| 1982 | Chef de la Division de l'OUA et des organisations interafricaines et malgaches |
| Février et octobre 1982 | Directeur par intérim de la Direction des affaires africaines et malgaches |
| 1984-1986 | Chef de la Division des relations bilatérales (Direction des affaires politiques et des organisations internationales) |
| 1986 | Directeur par intérim de la Direction des affaires politiques et des organisations internationales |
| 1986-1988 | Chef de la Division des organisations internationales |
| 1988-1989 | Chef de la Division des affaires culturelles |
| Depuis juillet 1989 | Chef de la Division des organisations internationales |

Participation à des rencontres internationales

| | |
|------|--|
| 1985 | Membre de la délégation tchadienne à la Conférence ministérielle des pays non alignés, Luanda (Angola) |
| 1988 | Membre de la délégation tchadienne à la XIXème session ordinaire de la Conférence des Ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française |

M. GUELE DJANKOUMAN (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement tchadien)

Date et lieu de naissance : 3 juin 1953, à Moundou

Situation de famille : célibataire

Etudes

1975-1976 Université libre de Bruxelles

1976-1984 Faculté de droit de Poitiers : licence en droit et certificat de maîtrise en relations internationales et droit communautaire

1984-1988 Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) : doctorat de 3ème cycle en relations internationales

Fonctions

Fonctionnaire au Ministère des relations extérieures depuis le 17 septembre 1988

M. LUIS ALBERTO VARELA QUIROS (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement costa-ricien)

Date de naissance : 25 octobre 1944

Situation de famille : Marié

Etudes universitaires

Licence en droit, Université du Costa Rica, 1971

Diplôme d'études supérieures : Département de sociologie de l'Université du Wisconsin, Madison, 1971 et 1972

Cours de spécialisation : Academia Getulio Vargas, Rio de Janeiro (Brésil),
Quatrième cours de droit international de l'OEA, 1974

Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica)

Cours interdisciplinaire sur les droits de l'homme, 1972

Connaissances linguistiques :

Espagnol, Anglais, Français

Fonctions occupées

| | |
|-----------|--|
| 1968-1971 | Maître assistant à la Faculté de droit |
| 1970-1978 | Conseiller du Ministre des relations extérieures, chargé des relations avec l'Organisation des Nations Unies |
| 1970-1980 | Représentant du Costa Rica aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies |
| 1973-1974 | Défenseur public, San José |
| 1973-1976 | Attaché au Service du protocole du Ministère des relations extérieures |
| 1973-1974 | Directeur de l'Union costa-ricienne des avocats |
| 1974-1976 | Conseiller parlementaire à l'Assemblée législative |
| 1978 | Directeur de l'Institut costa-ricien des aqueducs et des égouts |
| 1978-1981 | Ambassadeur, représentant suppléant du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies |

- 1979 Vice-Président du Comité spécial de la décolonisation de l'Organisation des Nations Unies
- 1980-1982 Représentant du Costa Rica auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- 1984-1987 Conseiller du Ministre des relations extérieures
- 1985 Membre de la Commission nationale instituée par le Gouvernement de la République pour la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies
- 1983-1985 Vice-Président de l'Académie costa-ricienne de droit international
- 1980-1987 Membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de l'ONU (enquêtes sur la situation des droits de l'homme en Bolivie, au Mexique, au Pérou et au Guatemala)
- 1987 Membre de la Commission consultative du Ministère des relations extérieures chargée de préparer les réponses aux demandes de renseignements adressées au Costa Rica par la Cour internationale de Justice
- 1973-1987 Professeur de droit, Université du Costa Rica et titulaire de la chaire de droit international public
- 1988-1989 Professeur de droit international, Ecole de relations internationales, Université autonome de l'Amérique centrale
- 1988-1989 Président de l'Académie costa-ricienne de droit international

M. JORGE RHENAN SEGURA (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement costa-ricien)

Date et lieu de naissance : 6 octobre 1956 - San José de Costa Rica

Formation

Lycée de Heredia (1969-1973)

Université du Costa Rica

- Licence de droit public (1982)

- Licence de sciences politiques (1981)

- Maîtrise d'histoire des relations internationales (1982)

Université autonome de l'Amérique centrale

- Licence de journalisme (1988)

Université de Paris III

- Diplôme de l'Institut d'études de l'Amérique latine (1984)

Université de Genève

- Diplôme de l'Institut d'études européennes (1988)

Université de Paris III

- Doctorat en sciences politiques (1989)

Fonctions occupées

Assistant à la Faculté des sciences sociales et juridiques de l'Université du Costa Rica (1974-1979)

Assistant au Centre d'études de l'Amérique latine de l'Université nationale du Costa Rica (1977)

Chercheur à l'Ecole de sciences politiques, Université du Costa Rica (1981-1982)

Professeur à l'Ecole des sciences politiques de l'Université du Costa Rica (1979-1982) (Politique internationale)

Professeur à l'Ecole des relations internationales de l'Université nationale du Costa Rica (1979-1982). (Droit international et droit économique international)

Directeur de l'Office des affaires internationales à l'Ecole des relations internationales de l'Université nationale du Costa Rica (1981)

Conseiller juridique (programme du PNUD) - Ministère de la planification et de la politique économique du Costa Rica (1981)

Conseiller juridique de la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies (1982-1987)

Chargé d'affaires à la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies (1987-1988)

Ministre-Conseiller à la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies (1988-)

Représentant suppléant du Costa Rica à l'Organisation des Nations Unies (1982-)

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1988-)

Membre du Groupe de travail sur l'esclavage de la Sous-Commission (1988-)

Membre-Expert du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (1988-)

Membre-Expert du Groupe de travail des territoires du Pacifique et de l'océan Indien (1988-)

Fonctions diplomatiques

Représentant suppléant du Costa Rica à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (1983-1988)

Conseiller technique à la Conférence internationale du travail (1983-1989)

Conseiller juridique auprès du Haut Commissariat pour les réfugiés, du Comité intergouvernemental pour l'émigration et de la Croix-Rouge (1983-1989)

Représentant suppléant à la deuxième Conférence internationale sur la question de Palestine (1983)

Représentant suppléant à la deuxième Conférence internationale de la lutte contre la ségrégation raciale (1983)

Vice-Président de la deuxième Conférence des parties chargées de l'examen de la Convention sur les armes biologiques (1986)

Représentant spécial du Costa Rica, chef de la délégation à la Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques, Protocole de Genève, janvier 1989

Représentant du Costa Rica aux sessions du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (1983-1988)

Représentant du Costa Rica à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève (1987)

Représentant du Costa Rica à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1988)

Représentant du Costa Rica auprès du GATT (1987-) (Conseiller juridique sur la question de l'adhésion du Costa Rica à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)

Chef de délégation à la quarante-deuxième Conférence internationale de l'éducation, Genève, janvier 1989

Activités internationales et diverses

Membre de l'Ordre des avocats du Costa Rica

Membre de l'Association costa-ricienne de sciences politiques

Membre de l'Association des auteurs costa-riciens

Ancien membre du Conseil consultatif de l'Association internationale contre la torture

Membre du Comité d'experts pour la lutte contre la torture dans les Etats d'Amérique (CEPTA)

Collaborateur du journal "La Nación" de San José de Costa Rica (politique internationale et critique littéraire)

A participé à des réunions, séminaires, tables rondes et colloques sur les droits de l'homme et la politique internationale organisés par l'ONU et les Universités du Costa Rica, de Paris, de Séville et de San Marcos de Lima

Professeur invité à l'Institut international du droit humanitaire de San Remo (Italie) pour des cours consacrés au rôle de la police dans la protection des droits de l'homme et la protection contre la discrimination raciale (1988)

Principales publications

Ouvrages

Estudio de las relaciones de poder en el partido "Liberación Nacional" de Costa Rica (ouvrage réalisé avec la collaboration de Pizsk, Sandra), Presses de l'Université du Costa Rica, San José, 1982

La clase política y el Poder Judicial en Costa Rica Ed. UNED, San José, 1983

Articles

- "La política exterior de Costa Rica en la coyuntura de la I Guerra Mundial", Avance de Investigación, No 1, Université nationale du Costa Rica, 1981
- "El aporte de Alejo Carpentier a la música latino-americana", Literatura, revue de l'Université nationale du Costa Rica, No 2, San José, 1982.
- "Notes marginales à 'Histoire de Mayta' de Mario Vargas Llosa", Amérique latine, No 21, Paris, 1985
- "Bibliothèque et temps chez Borges", Amérique latine, No 23, Paris, 1985
- "Costa Rica y la política del Buen Vecino", Relaciones Internacionales, No 2, Université nationale du Costa Rica, San José, 1982
- "Las relaciones comerciales del Japón en Centro América", Relaciones Internacionales, No 3, Université nationale du Costa Rica, San José, 1982
- "Costa Rica : l'exception démocratique", Amérique latine, No 20, Paris, 1984
- "The Caribbean Basin Plan"; "Neutrality of Costa Rica"; "Toussaint Louverture's Life", Encyclopedia of Peace, Institut d'études pour la paix, Université de Kyung Hee, Séoul (Corée), 1987
- "El Sistema Interamericano de Derechos Humanos", Cuadernos de Derechos Humanos, No 1, Genève, 1985
- "Asociación Internacional contra la Tortura", Cuadernos de Derechos Humanos, No 2, Genève, 1985
- "Armamentismo y desarrollo en el Año Internacional de la Paz" Cuadernos de Derechos Humanos, No 3, Genève, 1986
- "Notas sobre la violencia en el Perú" Nueva Sociedad, No 84, Caracas, 1986
- "Los derechos humanos, un trabajo interdisciplinario" Health and Human Rights (Genève, Ed. ICHP), 1986
- "La aparición y el florecimiento de las sociedades anónimas como parte del proceso de desarrollo del capitalismo", Ciencias Jurídicas, No 57, Costa Rica, 1987
- "Costa Rica y la Adhesión al Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio (GATT)", Revista Judicial, Poder Judicial de Costa Rica, San José, No 46, juin 1988
- "Las Sociedades de pensamiento y la Revolución francesa. Contribución al estudio de las ideas filosóficas entre 1750 y 1800", Revista de Filosofía, Université du Costa Rica, No 66, 1989

M. LOUIS JOINET (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement français)

Magistrat, avocat général à la Cour de cassation

Louis Joinet, 53 ans, marié, père de 5 enfants, ancien éducateur, puis instituteur auprès d'enfants inadaptés, il est entré, puis sorti, major de l'Ecole nationale de magistrature.

Il commence sa carrière (1965) comme adjoint du juge Zollinger dans l'affaire Ben Barka. Affecté au Ministère de la justice, il prend en charge les dossiers concernant la politique foncière et l'aménagement du territoire. Juge au Tribunal de Melun de 1970 à 1972, il exerce également pendant cette période les fonctions de rapporteur pour les questions de justice au Commissariat général du Plan (Vème Plan), puis de rapporteur de la Commission de réforme des études de droit, auprès de M. O. Guichard, alors Ministre de l'éducation nationale.

De retour à la Chancellerie en 1973, il est nommé à la Direction des affaires civiles où il dirige le Service de la recherche, spécialisé dans l'étude des conséquences de l'innovation technologique sur l'évolution du droit.

En 1978, Louis Joinet est nommé Directeur des Services de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL). Après quelques mois (1980-1981) d'affectation au parquet de Paris, comme substitut du Procureur de la République, il entre, en juin 1981, au cabinet du Premier Ministre, Pierre Mauroy, pour traiter des questions de justice, de libertés publiques et de droits de l'homme. En 1985, Laurent Fabius le maintient dans ses fonctions à Matignon, fonctions auxquelles Michel Rocard l'a appelé à son cabinet dès le 17 mai 1988. Avocat général à la Cour d'appel de Paris, il a été délégué à la Cour de cassation le 3 octobre 1988. Depuis le 11 juillet 1989, il est Avocat général à la Cour de cassation.

Activités internationales

Louis Joinet est membre du Conseil des experts politiques qui siège auprès du Président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à Genève.

Il a été élu à trois reprises à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Au cours de ces trois mandats, il s'est vu confier, en tant que rapporteur spécial, les études suivantes :

- l'amnistie dans le monde et la promotion des droits de l'homme;
- la réglementation, au plan international, des fichiers de personnes informatisés;
- la pratique de l'internement administratif dans le monde.

OCDE

- 1978 Vice-Président du Comité d'experts chargé d'élaborer une recommandation relative à l'informatique et à la protection de la vie privée

Conseil de l'Europe

- 1975 Chef de la délégation française du Comité d'experts sur l'informatique juridique

- 1978 Président du Comité d'experts chargé d'élaborer la réglementation relative à la valeur probante des documents microfilmés

Président du Comité d'experts chargé d'élaborer la Convention européenne sur l'informatique et la protection de la vie privée

Membre du Comité d'experts chargé de réglementer les banques de données utilisées à des fins statistiques et de recherche

CEE

- 1977 Chef de la délégation française du Comité d'experts sur la protection des données

Fondation européenne de la science

- 1979 Représentant de la France, au titre du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) près le Comité d'experts sur les banques de données statistiques et de recherche.

A titre privé, il siège à la Commission nationale consultative des droits de l'homme depuis 1978 (France) et a effectué de nombreuses missions à l'étranger, en tant qu'observateur judiciaire, à la demande d'organisations non gouvernementales et notamment des suivantes : Amnesty International, Fondation des droits de l'homme, Mouvement international des juristes catholiques et Association internationale de juristes démocrates. Entre 1968 et 1972, Louis Joinet a été secrétaire général puis président du Syndicat de la magistrature.

M. HASSAN JALLOW (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement gambien)

Date de naissance : 14 août 1951
Lieu de naissance : Bansang (Gambie)
Situation de famille : Marié, deux fils

Etudes universitaires

Université de Dar es-Salaam, Tanzanie. 1973-1976
Faculté de droit du Nigéria, Lagos. 1976-1977
Université de Londres. 1978-1979

Titres universitaires

- a) LL.B. (Hons.) (First Class) - Bachelor of Laws - 1976
- b) B.L. (1979) - avocat
- c) LL.M. (droit public international) (Master of Laws) - 1979
- d) Inscrit au barreau nigérian - 1977
Inscrit au barreau gambien - 1977
- e) Avocat et juriste conseil de la Cour suprême de la Gambie et de la Cour suprême de la République fédérale du Nigéria

Fonctions exercées

Conseiller d'Etat, Cabinet du Procureur général et Ministère de la justice - 1977-1979

Conseiller d'Etat principal, Cabinet du Procureur général et Ministère de la justice - 1980-1982

Greffier principal par intérim à différentes époques pendant la période 1977-1982

Solicitor General et Secrétaire juridique, Cabinet du Procureur général et Ministère de la justice - 1982-1984

Procureur général et Ministre de la justice de la Gambie de 1984 à ce jour

Participation à des conférences diverses et notamment les suivantes

- 1977 Représentant de la Gambie à la Conférence générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale, Montréal (Canada)
- 1979 Participant à l'Atelier du CICR sur les Conventions de Genève et les Protocoles y relatifs, Nairobi (Kenya)
- 1979 Membre du Groupe d'experts choisis par l'Organisation de l'unité africaine pour élaborer un avant-projet de Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
- 1980 Membre de la délégation gambienne au Comité consultatif juridique afro-asiatique, Conférence commémorative, Bandung (Indonésie)
- Membre de la délégation gambienne à la première Conférence ministérielle de l'OUA sur les droits de l'homme et des peuples
- Membre de la délégation gambienne à la Conférence au sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, Freetown (Sierra Leone)
- 1981 Membre de la délégation gambienne à la deuxième Conférence ministérielle de l'OUA sur les droits de l'homme et des peuples
- Membre de la délégation gambienne à la Conférence au sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, Nairobi (Kenya)
- 1982 Chef de la délégation gambienne à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, Genève
- Membre de la délégation gambienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Montego Bay (Jamaïque)
- 1983 Membre de la délégation gambienne à la Conférence des ministres de la justice du Commonwealth, Colombo (Sri Lanka)
- A présenté au Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le rapport initial de la Gambie concernant l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- 1985 Président du Comité I du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants - chargé d'examiner les processus et perspectives de la justice pénale dans un monde en évolution ainsi que la formulation et l'application des normes de l'Organisation des Nations Unies en matière de justice pénale
- 1985 Chef de la délégation gambienne à la Conférence des partis politiques africains sur la démocratie en Afrique, Dakar (Sénégal)

- 1986 Chef de la délégation gambienne à la Conférence du Comité consultatif juridique afro-asiatique, Arusha (Tanzanie)
- 1987 Vice-Président de la Conférence de l'UNESCO sur l'enseignement et la recherche dans le domaine des droits de l'homme, Malte
- Chef de la délégation gambienne à la Conférence des Ministres de la justice du Commonwealth (Zimbabwe)
- Vice-Président du Colloque d'experts de Dakar sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1987
- Rapporteur général, Réunion internationale d'experts sur l'Organisation des Nations Unies et l'application des lois, Baden, près Vienne (Autriche)
- 1988 - Membre d'un groupe restreint d'experts invité par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la Réunion préparatoire du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants - sujet : Nouvelles dimensions de la criminalité et coopération internationale pour lutter contre le crime, Vienne
- Chef de la délégation gambienne à la quarante-sixième session de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, Genève
- Membre de la Société pour la réforme du droit pénal
- Membre de l'Association africaine de droit international et de droit comparé
- Membre de l'Association internationale du barreau
- Vice-Président du Council of The Gambia Law Foundation
- Président du National Management Committee of The Gambia Law Foundation
- Vice-Président du General Legal Council de la Gambie
- Président de l'Advisory Committee on the Prerogative of Mercy (The Gambia)
- Membre de la Chancellerie de l'Ordre national de la République de Gambie

Distinctions honorifiques

Commandant de l'Ordre de la République de Gambie

M. MURLIDHAR CHANDRAKANT BHANDARE (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement indien)

Lieu et date de naissance : Bombay, 10 décembre 1928

Etudes : Siddharth College, Bombay
Wilson College, Bombay

Situation de famille : a épousé le 28 avril 1961, Sunanda Bhandare;
un fils et une fille

Fonctions actuelles

1. Membre du Parlement
2. Avocat principal à la Cour suprême de l'Inde
3. Président de l'Association du barreau de la Cour suprême (depuis 1986)

Fonctions exercées antérieurement :

1. Professeur de droit au Government Law College, Bombay (1960-1964)
2. Secrétaire de l'Indian Council of Legal Aid and Advice
3. Membre :
 - I. du Committee on Subordinate Legislation, Rajya Sabha (1980-1982)
 - II. du Committee on Privileges, Rajya Sabha (1984-1985, 1987-1988)
 - III. du Comité consultatif du Ministère du pétrole et des produits chimiques et du Ministère de l'énergie (1980-1985)
 - IV. du Comité consultatif, Ministère des affaires étrangères (1985-1987)
 - V. du Comité consultatif, Ministère de la défense (1987-1988)
 - VI. du Conseil de l'Université de Bombay, 1964-1969
 - VII. de la Faculté de droit de l'Université de Bombay, 1964-1969
 - VIII. du Conseil de l'Université de Delhi, depuis 1985
 - IX. du Comité de direction de l'Association de cricket de Bombay, 1955-1956
4. Président :
 - I. du Comité des affaires politiques du Parti du Congrès (I) au Parlement
 - II. de l'All India Lawyers Conference, Dehli, 1975

5. Membre :

- I. de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'Organisation des Nations Unies, 1984-1990
 - II. du Groupe de travail des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants de la Commission des droits de l'homme
 - III. de la Sous-Commission Inde/Etats-Unis sur l'éducation et la culture, 1985-1987 et 1987-1989
 - IV. de la délégation de l'Association parlementaire indienne sur la population et le développement à la première Conférence parlementaire asiatique sur la population et la régulation du mouvement de la population, qui s'est tenue à Beijing (Chine) en novembre 1984
 - V. de la deuxième Conférence parlementaire asiatique sur la population et le développement, qui s'est tenue à New Delhi en 1983
6. Vice-Président de la trente-neuvième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'Organisation des Nations Unies
 7. Président de la quarantième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'Organisation des Nations Unies
 8. Président de l'All India Confederation of General Insurance Federation
 9. Président du Kamla Nehru College, à New Delhi, 1980-1982
 10. Membre :
 - i) de l'Association du barreau de la Cour suprême
 - ii) de la Western Indian Advocates Association
 - iii) de la Bar Association of India, New Delhi
 - iv) de l'Association du barreau de Bombay
 - v) de la Delhi High Court Bar Association

Publications : Articles sur différents aspects du droit et de la régulation du mouvement de la population

Intérêts dans le domaine social : Assistance juridique, résorption des îlots insalubres et amélioration des taudis.

Adresses : 1. C-109, South Extension Part II, New Delhi-110049
Téléphone : 6442602, 6440447

2. 352, Jagannath Shankar Sheth road, Bombay-410004
Téléphone : 310312

M. AWN SHAWKAT AL KHASAWNEH (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement jordanien)

Date et lieu de naissance : le 22 février 1950 à Amman (Jordanie)

Etudes : Université de Cambridge (Queen's College)
Etudes supérieures en histoire et en droit

Diplômes universitaires : M.A. et Ll.B de l'Université de Cambridge

Carrière et expérience professionnelle

Entre dans le Corps diplomatique en 1975

Deuxième puis Premier Secrétaire à la Mission permanente de la Jordanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, 1976-1980

Représentant à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale
(1976-1988)

Rapporteur de la Sixième Commission à la trente-deuxième session de
l'Assemblée générale, 1977

Représentant au Comité spécial des Nations Unies pour l'élaboration d'une
convention internationale contre la prise d'otages, 1977-1979

Chef de délégation à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats
en matière de traités, Vienne, 1978

Représentant au Comité juridique de la Ligue des Etats arabes aux
soixante-treizième, soixante-quatorzième, soixante-quinzième,
soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions du Conseil de la Ligue

Membre et conseiller juridique de la plupart des délégations jordanienues aux
réunions ministérielles et aux réunions préparatoires du Mouvement des pays
non alignés et de la Conférence islamique qui se sont tenues entre 1980
et 1983

Représentant au Comité spécial de la Ligue des Etats arabes chargé de modifier
la Charte de la Ligue et d'instituer une cour internationale de justice arabe,
Tunis, 1980-1981

Membre de la Commission arabe pour le droit international, 1982

Représentant à la Commission des droits de l'homme à sa quarantième session,
Genève, 1984

Chef de délégation à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats
en matière de biens, archives et dettes d'Etat, Vienne, 1983

Représentant suppléant au Conseil de sécurité, 1983

Représentant à la Conférence internationale sur la question de Palestine, Genève, 1983 (représentant au Comité de rédaction de la Conférence)

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1983

Réélu membre de la Commission arabe pour le droit international, 1985 et nommé rapporteur spécial sur la question des utilisations autres que la navigation des voies d'eau internationales dans le monde arabe

Invité par le Gouvernement guatémaltèque en qualité d'observateur international lors des élections présidentielles et générales qui ont eu lieu au Guatemala en 1985

Chef de délégation à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales, Vienne, 1986 (élu Président du Comité de rédaction de la Conférence)

Membre de la Commission du droit international, 1987

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1988-1989

Fonctions actuelles

Directeur du Département juridique au Ministère des affaires étrangères

M. WALEED M. SADI (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement jordanien)

Lieu et date de naissance : Jérusalem, 19 août 1937

Situation de famille : Marié, 4 enfants

Etudes

Southern Methodist University, Dallas, Texas (B.A., Economie)

Université de Chicago, Faculté de droit, Chicago, Illinois (J.D)

Associations

Membre de l'Association du barreau jordanien

Membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture.

Expérience professionnelle

Rédacteur en chef du Jordan Times

Membre élu de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1988-1989

Avocat et chroniqueur (Jordan Times)

Ambassadeur de Jordanie en Turquie (1982-1985)

Membre du Groupe de travail de la Conférence Armand Hammer visant à créer une académie des droits de l'homme à Versailles, 1984-1985

Rapporteur à la Conférence Armand Hammer, Madrid, 1984, réunie afin de présenter un projet de création d'une haute Commission de l'ONU pour les droits de l'homme

A assisté à la Conférence Armand Hammer de Varsovie, 1981

Ambassadeur itinérant, Ministère des affaires étrangères, Amman (Jordanie), 1980-1982

Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève, 1975-1980 :

1. Président de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1980-1981
2. Membre du Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1978-1982

3. Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1977-1980)
4. A assisté aux Conférences du CICR à Manille (Philippines)
5. A assisté aux conférences du PNUD et de la CNUCED à Genève
6. A assisté aux Conférences diplomatiques qui ont adopté les Protocoles I et II additionnels aux Conventions de Genève
7. A assisté aux travaux de la Conférence du désarmement à Genève
8. A assisté aux conférences annuelles de l'OIT et de l'OMS à Genève

Membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, 1979-1981

Chef du Département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères, 1974-1975

Ministre plénipotentiaire, Ambassade de Jordanie à Paris et à Londres

Chef du Département des affaires politiques, Ministère des affaires étrangères, Amman (Jordanie), 1970-1971

Conseiller, Ambassade de Jordanie à Moscou

Professeur à l'Université Loyola, Montréal, 1969-1970

Conseiller à l'Ambassade de Jordanie à Washington, D.C., 1968-1969

Premier Secrétaire, Mission de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1964-1968

Chef adjoint du Protocole royal, Palais royal, 1963-1964

M. Claude HELLER (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement mexicain)

Date de naissance : 2 mai 1949

Lieu de naissance : Mexico, D.F.

I. Etudes universitaires

Diplôme de relations internationales du Centre d'études internationales du Colegio de Mexico (1968-1972)

Maîtrise d'histoire et de relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève (Suisse) (1972-1974)

II. Fonctions exercées

Professeur et chercheur à temps complet au Département de sociologie de l'UAM (Université autonome de Mexico) - Azcapotzalco (1974-1979)

Chef du département de sociologie de l'UAM Azcapotzalco, nommé par le Conseil divisionnaire des sciences sociales et humaines (janvier 1977 - juillet 1979)

Membre du Service extérieur mexicain depuis août 1979

Sous-Directeur pour les affaires concernant l'OEA au Secrétariat d'Etat aux relations extérieures (août 1979 - décembre 1980)

Sous-Directeur pour les affaires politiques et juridiques de l'Organisation des Nations Unies au Secrétariat d'Etat aux relations extérieures (janvier 1981 - février 1982)

Conseiller aux affaires politiques de l'Ambassade du Mexique aux Etats-Unis d'Amérique (mars 1982 - février 1983)

Directeur général pour les questions relatives à l'Organisation des Nations Unies (février 1983 - janvier 1988)

Directeur en chef pour les affaires multilatérales au Secrétariat d'Etat aux relations extérieures (janvier - décembre 1988)

Ambassadeur du Mexique en Suisse (juillet 1989).

III. Missions officielles pour le Secrétariat des relations extérieures

Depuis 1979, M. Heller a participé en tant que membre de la délégation mexicaine à de nombreuses réunions internationales. Les principales missions dont il a été chargé au cours des dernières années ont été les suivantes :

Représentant à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (1988-1989)

Vice-Président de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (1989)

Membre du Groupe de planification de l'initiative pour la paix et le désarmement (Groupe des Six) (1984-1988)

Représentant au processus de négociation du Groupe de Contadora (1983-1987)

Représentant à la Troisième Commission chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles de l'Assemblée générale des Nations Unies (1988)

Représentant à la Quatrième Commission chargée des questions se rapportant aux territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes de l'Assemblée générale des Nations Unies (1983-1987)

Représentant à la Conférence ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés (Chypre, septembre 1988)

Représentant à la Commission préparatoire de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (New York, 1984)

Représentant à des sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'OEA (1979-1982) et à d'autres réunions internationales

IV. Publications

A. Ouvrages

- 1) Política de Unidad en la Izquierda Chilena : (1956-1970). Mexico, El Colegio de Mexico, Collection Jornadas, 1973, 160 p.
- 2) "Le militarisme en Amérique latine : la formation de l'idéologie". Thèse de maîtrise, Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, 200 p., 1974
- 3) Poder, Estado y Política, Mexico, ANUIES, 1976, 120 p.
- 4) Cambio y Revolución Social, Mexico, ANUIES, 1977, 140 p. (2 vol.)
- 5) El Ejército como Agente de Cambio Social, Mexico Fondo de Cultura Económica, 1980, 200 p.

B. Articles

- 1) "La Ostpolitik de Willy Brandt", Diálogos, Mexico, El Colegio de México, 1974
- 2) "El Militarismo", volume consacré aux sciences sociales, Las Humanidades en el Siglo XX, UNAM, 1976
- 3) "La Crisis del Régimen Democrático en el Tercer Mundo", Revista Línea, No 18/19, 1976

- 4) "Las Relaciones Militares entre Estados Unidos y América Latina : un intento de evaluación", Nueva Sociedad, No 27, Caracas - San José, 1977
- 5) "La Ayuda Militar Norteamericana a América Latina : una perspectiva política", Cuadernos Semestrales No 4, CIDE, Mexico, 1979
- 6) "La Estructura Social" en la Universidad Nacional y los Problemas Nacionales, vol. II, Mexico, UNAM, 1979
- 7) "Condicionantes Internacionales del Cambio Social y la Participación Política en México", Foro Internacional, No 79, El Colegio de México, 1980
- 8) Con Rosario Green. "El Tercer Mundo : de Bandung a los Ochenta", Foro Internacional No 82, El Colegio de México, 1981
- 9) "Continuidad y Congruencia en la Política de México hacia Chile", Revista Línea No 15, Mexico, PRI, noviembre-diciembre 1983, p. 43-60
- 10) "El Grupo de Contadora en la crisis centroamericana" dans la collection Varios Autores, México-Estados Unidos (1983), Mexico, El Colegio de México, Centre d'études internationales, 1984, p. 27-40
- 11) "México y las gestiones de paz del Grupo de Contadora", Revista Línea, Mexico, PRI, juillet - août 1984, p. 23-40
- 12) "La Posición de México en torno al desarme convencional", Revista Mexicana de Política Exterior, IMRED. Secrétariat des relations extérieures, octobre-décembre 1985, p. 42-49
- 13) "México y el Desarme", Foro Internacional, numéro spécial d'anniversaire (juillet 1986)
- 14) "La Participación de México en el Consejo de Seguridad" dans la collection Varios Autores. México y las Naciones Unidas : 40 años de cooperación. Mexico, Secrétariat des relations extérieures, 1986
- 15) "La lucha de México por el Desarme y la Seguridad Internacional", México y la Paz. Mexico, SRE, 1987
- 16) "Notas acerca de la creación de zonas libres de armas nucleares, Revista Mexicana de Política Exterior, IMRED No 16, juillet-septembre 1987
- 17) "Carrera armamentista, paz y seguridad internacionales", Revista Mexicana de Política Exterior, IMRED No 16, juillet - septembre 1987
- 18) "Semejanzas y Diferencias de las posiciones de México y Estados Unidos sobre Centroamérica", Comisión para el Futuro de las Relaciones entre México y Estados Unidos, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1989

V. Conférences

Diverses conférences sur la politique extérieure du Mexique, sur le Mexique et les Nations Unies, le Mexique et l'Amérique centrale, le Mexique et le désarmement dans les institutions suivantes :

UNAM (1984-1986)

El Colegio de México (1984-1988)

Université de San Luis Potosí (avril 1984 et novembre 1985)

Université autonome de l'Etat de Mexico (mars 1985)

Colegio de la Defensa Nacional (octobre 1984 et janvier 1985, septembre 1986)

Escuela Superior de Guerra (mai et décembre 1986, octobre 1987, mai 1989)

Centro de Estudios Navales (octobre 1985)

Pugwash, Université de Campiñas, (Brésil) (juillet 1985)

Winton Park, Sussex, (Angleterre) (avril 1986)

VI. Programme de diffusion de la politique extérieure

Participation à des émissions et des interviews sur différents sujets de politique extérieure (chaînes de télévision privées et publiques)

Editorialiste de El Día sur les questions internationales (1971-1975)

M. HECTOR FIX ZAMUDIO (Suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement mexicain)

I. Renseignements personnels

Né à Mexico, D.F., le 4 septembre 1924

II. Formation universitaire

1. Escuela Nacional de Jurisprudencia, de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) (1942-1949). Examen professionnel, le 18 janvier 1956 (reçu avec mention)
2. Hautes études universitaires à la Division d'études supérieures de la Faculté de droit de l'UNAM (1964-1965)
3. Reçu docteur en droit (UNAM) le 1er mars 1972 (Magna Cum Laude)

III. Fonctions exercées

1. Greffier adjoint de la deuxième chambre de la Cour suprême de justice de la nation (1945-1956)
2. Secrétaire-greffier du tribunal administratif de district No 2 du district fédéral (mai-août 1956)
3. Greffier du tribunal collégial No 1 du premier circuit (10 septembre 1956 - 11 septembre 1957)
4. Greffier "de Estudio y Cuenta" affecté à la chambre plénière de la Cour suprême de justice (1958-1964)
5. Depuis 1964, professeur à la Faculté de droit de l'UNAM.

IV. Publications

A. Ouvrages

1. El Juicio de Amparo, Mexico, 1964, Editorial Porrúa, S.A., 438 p.
2. Veinticinco años de evolución de la justicia constitucional (1940-1965), Mexico, 1968, UNAM, 183 p.
3. Constitución y proceso civil en Latinoamérica, Mexico, 1974, UNAM, 125 p.
4. Los tribunales constitucionales y los derechos humanos, UNAM, Mexico, 1980, 234 p.
5. Ensayos sobre metodología, enseñanza e investigación jurídicas, UNAM, Mexico, 1981, 432 p.

6. La protección procesal de los derechos humanos ante las jurisdicciones nacionales, Editorial Civitas-UNAM, Madrid, 1982, 365 p.
7. La introducción a la Justicia Administrativa en el Ordenamiento Mexicano, Editorial El Colegio Nacional, Mexico, 1983. 151 p.

B. Monographies

1. Panorama del Derecho Mexicano - Síntesis del derecho de amparo, Mexico, 1963, UNAM, 63 p.
2. La jurisdicción constitucional mexicana, annexée à l'ouvrage de Mauro Cappelletti, "La jurisdicción constitucional de la Libertad", Mexico, 1961, UNAM, p. 131-247
3. Derecho procesal, en collaboration avec José Ovalle Favela, UNAM, Mexico, 1981, 107 p.

- C. Plus de 65 articles publiés dans des revues nationales spécialisées et plus de 35 articles publiés dans des revues étrangères spécialisées.

V. Activités pédagogiques

Depuis 1964, donne un cours sur le droit d'amparo et, depuis 1986, enseigne à la Division des études supérieures de la Faculté de droit de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM).

VI. Autres activités universitaires

1. Directeur de l'Institut de recherche juridique de l'UNAM (1966-1978)
2. Président de l'Institut latino-américain de droit constitutionnel depuis 1974
3. Membre de la Commission des éditions de l'UNAM depuis février 1977
4. A participé à de multiples congrès et réunions au Mexique et à l'étranger; a reçu de nombreuses distinctions universitaires

Mme JUDITH ATTAAH (expert)

(candidature proposée par le Gouvernement nigérian)

Date et lieu de naissance : 14 juillet 1933, Okene (Nigéria)

Situation matrimoniale : divorcée; 3 enfants

Etudes : B.A., Université de Dublin, 1957; diplôme d'enseignement, 1958

Fonctions exercées

- 1958-1960 Queen Elizabeth School, Ilorin - enseignante
- 1960-1962 Ecole secondaire provinciale, Yola - directrice
- 1962-1963 Ecole secondaire publique de filles, Dalla, Kano - directrice
- 1964-1968 Administratrice principale de l'enseignement, région du Nord
- 1968-1978 Conseillère adjointe au Département de la formation
pédagogique
- Directrice au Département de la formation pédagogique :
Ministère fédéral de l'éducation, Lagos
- 1978-1982 Directrice du Département de l'enseignement supérieur,
Ministère fédéral de l'éducation, Lagos
- 1982-1986 Représentante permanente du Nigéria auprès de l'UNESCO
- 1986 Secrétaire permanente au Ministère fédéral des sciences
et des techniques
- depuis 1987 Secrétaire permanente au Ministère des affaires extérieures

Autres activités

- 1966-1976 Membre du Conseil de l'Université d'Ibadan
- 1968-1980 Membre du Conseil des infirmières et sages-femmes du Nigéria
- 1969-1981 Membre du Conseil de l'Ecole d'infirmières, Université de Lagos
- 1964-1982 Membre du Conseil consultatif mixte de l'enseignement
- 1976-1982 Présidente du même Conseil
- 1964-1982 Membre du Conseil des examens pour l'Afrique de l'Ouest
- Membre du conseil mixte des admissions et des inscriptions
des Universités du Nigéria

Passe-temps favoris : Lecture et musique

Mme CHRISTY MBONU (suppléante)

(Candidature proposée par le Gouvernement nigérian)

Née le 25 juillet 1959 dans l'Etat du plateau de la République fédérale du Nigéria.

Bachelor of Arts (1980) de l'Université d'Ife (devenue Université Obafemi Awolowo) au Nigéria et diplômée du Foreign Service Academy of Nigeria (1983). Parle et écrit parfaitement l'anglais et le français; connaît un peu le portugais.

En 1981-1982 a travaillé au Département du protocole du Ministère des affaires extérieures

En 1982-1983 a fait un an d'études au Foreign Service Academy of Nigeria, dont elle est diplômée

d'octobre 1983 à mai 1986 a travaillé au Département de l'Afrique de l'Ouest et au Département de l'Afrique du Nord du Ministère des affaires extérieures

d'avril à septembre 1986 a travaillé officieusement comme traductrice/interprète pour le Ministre des affaires extérieures

Participation à des conférences et des réunions :

Membre de la délégation nigériane au Comité exécutif du HCR à Genève (1986)

Chef (suppléante) de la délégation nigériane au Comité exécutif du HCR à Genève (1987)

Membre de la délégation nigériane au Sous-Comité de la protection internationale du Comité exécutif du HCR à Genève (1986-1987)

Membre de la délégation nigériane au Sous-Comité chargé des questions administratives et financières du Comité exécutif du HCR à Genève (1986-1987)

Membre du Groupe de travail du Comité exécutif du HCR chargé par le Conseil économique et social d'étudier la question de la participation effective d'observateurs aux sessions du Comité exécutif

Membre de la délégation nigériane ayant participé à titre d'observateur aux travaux de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies à Genève (1987)

Chef de la délégation nigériane à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1987)

Membre de la délégation nigériane à la vingt-cinquième Conférence du Comité international de la Croix-Rouge à Genève (1986)

M. OSCAR CEVILLE (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement panaméen)

Date et lieu de naissance : 8 juin 1943 - Panama (République du Panama)

Profession : avocat

Etudes universitaires

Université du Panama 1961-1966

Diplôme : Licence en droit et sciences politiques

Mémoire de licence : "Le régime juridique des employés de maison"

Université du Panama 1987-1988

Diplôme d'études universitaires supérieures en commerce international

Autres études

Institut international de droit humanitaire, San Remo, Italie (décembre 1988)

Cours de formation en matière de droits de l'homme

Postes occupés

Conseiller juridique du Programme de développement communautaire urbain
(Ministère du travail et du bien-être social), 1969

Directeur du Département juridique, Direction générale du développement
communautaire (DIGEDECUM), 1969-1974

Conseiller juridique de la Commission nationale de législation, 1974-1978

Coordonnateur de la Commission de révision du projet de Code pénal pour
la République du Panama (projet adopté par la loi No 18 de 1982), 1976-1981

Conseiller de la délégation de la République du Panama à la soixante-quatrième
session de la Conférence internationale du Travail, Genève, 1978

Conseiller au Ministère de l'intérieur et de la justice, 1978

Directeur général de la Direction nationale de la circulation et
des transports terrestres, Ministère de l'intérieur et de la justice, 1978-1982

Vice-Ministre de l'intérieur et de la justice par intérim, juillet 1981

Directeur juridique et Secrétaire général de la Société sucrière La Victoria,
1982-1984

Directeur juridique de l'Assemblée législative de la République du Panama, 1984-1988

Représentant de la République du Panama au Colloque interparlementaire sur le trafic des stupéfiants et la pharmacodépendance, Quito (Equateur), 1986

Conseiller de la délégation panaméenne à la Réunion de la Commission politique et l'Assemblée extraordinaire du Parlement latino-américain, Saint-Domingue (République dominicaine), 1988

Ambassadeur extraordinaire en mission spéciale à la XVIIIème session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA), San Salvador (El Salvador), 1989

Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies

Représentant permanent de la République du Panama à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies

Membre du Groupe des Trois de la Commission des droits de l'homme sur l'apartheid

Activités professionnelles et corporatives

Avocat en exercice depuis l'année 1966

Trésorier de l'Ordre national des avocats, 1974-1975

Vice-Président de l'Ordre national des avocats, 1975-1976

Président de la deuxième Conférence interaméricaine sur les aspects juridiques de l'indépendance économique, Panama, juin 1975

Président de l'Association américaine de juristes, 1975-1977

A donné une conférence sur "Les réformes du Code pénal de la République du Panama" à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université du Panama, 1977

Voyage d'études sur les systèmes de circulation et de transports terrestres, Tokyo (Japon), 1981

Présentateur au Forum sur les transports terrestres organisé par l'Université du Panama, 1982

A donné une Conférence sur "La réforme pénale et ses antécédents", Ordre national des avocats et Académie panaméenne de droit, 1983.

Langues : espagnol, anglais

Mme MIRTA SAAVEDRA (suppléante)

(Candidature proposée par le Gouvernement panaméen)

Diplôme : Relations internationales
Université du Panama

1978 Stage d'été de langue, littérature et civilisation françaises,
Université de Grenoble (France)

1980-1981 Etudes de français à l'Institut catholique de Paris (affilié
à l'Université de Paris II)

1985 Université Jawaharlal Nehru, New Delhi (Inde)
Stage à la "School of International Studies" sur le thème :
"Tendances nouvelles de la politique mondiale"

Carrière au Ministère des relations extérieures

Service de l'administration et des finances

Service des organisations, conférences et traités internationaux

Service diplomatique

Secrétaire à l'Ambassade du Panama à El Salvador

Secrétaire à l'Ambassade du Panama à Cuba

Consul du Panama à La Havane (Cuba) (trois ans)

Chargée d'affaires à l'Ambassade du Panama à Cuba

Secrétaire à la Mission du Panama auprès de l'UNESCO

Chargée d'affaires à la Mission du Panama auprès de l'UNESCO

Représentante du Panama à la 105ème réunion du Conseil exécutif de l'UNESCO,
1978

Représentante adjointe du Panama à la 105ème réunion du Conseil exécutif
de l'UNESCO, 1978

Membre de la délégation du Panama à la 20ème Conférence générale de l'UNESCO,
1978

Représentante adjointe du Panama à la 108ème Réunion du Conseil exécutif
de l'UNESCO, 1979

Représentante du Panama à la 11ème réunion de l'Assemblée de la Commission
océanographique intergouvernementale, Paris, 1979

Représentante du Panama à la 3ème réunion du Conseil intergouvernemental du
Programme hydrologique international (PHI), Paris, 1979

Représentante adjointe du Panama à la 109ème réunion du Conseil exécutif de l'UNESCO, 1980

Représentante adjointe à la quatrième session du Comité du patrimoine mondial culturel et naturel, Paris, 1980

Chargée d'affaires à l'UNESCO, 1980

Représentante adjointe à la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, Paris, 1981

Observatrice à la première réunion du Conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication, Paris, 1981

Représentante du Panama à la réunion du Comité d'experts gouvernementaux sur la sauvegarde du folklore, UNESCO, 1982

Consul à New Dehli (Inde)

Membre de la délégation panaméenne à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à New Delhi, 1983

Représentante du Panama à la cinquième réunion de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme, New Delhi, 1983

Participation au Séminaire pour les diplomates chargés des représentations commerciales à l'étranger organisé par le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international, New Delhi, 1983

Représentante du Panama à la quatrième Consultation sur l'industrie des engrais (ONUDI), New Delhi, 1984

Chargée d'affaires à l'Ambassade du Panama à New Delhi

Représentante du Panama à la sixième Consultation du Comité préparatoire sur la création du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (ONUDI), New Delhi, 1985

Représentante du Panama à la Réunion ministérielle du Groupe des 77 sur le système global de préférences commerciales, New Dehli, 1985

Représentante du Panama à la cinquième réunion de coordination pour la mise au point d'un programme d'action et de coordination économique entre les pays non alignés, New Delhi, 1986

Représentante du Panama à la Conférence ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, New Delhi, 1986

Représentante du Panama à la Conférence internationale de la jeunesse contre l'apartheid organisée par le Parti du Congrès indien (I), New Delhi, 1987

Première Conseillère à la Mission permanente du Panama auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, 1987

Représentante du Panama au Colloque international sur la science, le développement et les techniques, New Delhi, 1987

Représentante du Panama aux assemblées générales du BIT, de l'OMS, du CCI, de la CNUCED et de l'OMPI, depuis 1987

Représentante du Panama à diverses réunions organisées par l'OMS, la CNUCED, le BIT, l'OMPI, le CCI et le CIM, ainsi qu'à des réunions sur les droits de l'homme, depuis mai 1987

M. EUGENIO GAY MONTALVO (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement espagnol)

Lieu et date de naissance : Barcelone (Espagne), le 13 mai 1946

Etudes universitaires

1965-1970 Licence en droit (Université de Barcelone)

1971-1973 Diplôme de droit comparé à l'Université de Strasbourg

Activité professionnelle

1989 Doyen de l'Ordre des avocats de Barcelone

1973-1989 Avocat en exercice, membre du cabinet "Gay-Vendrell"

1983-1989 Fondateur et directeur de l'Institut des droits de l'homme de Catalogne et professeur dans cet institut

Autres activités et distinctions

Vice-Président de la Commission des droits de l'homme de l'Union internationale des avocats (UIA)

Secrétaire général du Mouvement international des juristes catholiques

Membre fondateur de la Red Latinoamericana de Juristas Católicas auquel il apporte son soutien

Vice-Président du Consejo General de la Abogacía Española

Missions internationales

Membre de la mission organisée par Pax Romana, SOS Torture et l'Institut des droits de l'homme de Catalogne pour observer la situation des droits de l'homme au Chili (1987). Rapport publié par SOS Torture

Membre de la mission internationale d'observation juridique en Colombie, organisée par l'Institut des juristes catholiques et treize autres ONG

Réunions internationales

Colloque de médiateurs européens, sur le thème "Le rôle du médiateur dans la défense des droits de l'homme" (Madrid, 1985)

Invité par le Conseil de l'Europe, a assisté aux colloques sur "La liberté d'expression" (Séville, 1975), "La démocratie et les droits de l'homme" (Thessalonique, 1987), et "La réalité des droits de l'homme" (à l'occasion du quarantième anniversaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1989)

Congrès international organisé par l'UNESCO sur "Le développement et les droits de l'homme" (Yamoussoukro, 1989)

Publications

Ouvrages : "Família i Divorci", Editions Pòrtic, Barcelone, 1986

Articles : "Europa y los Derechos Humanos", Informatiu, 1986

"Chile", Informatiu, 1986

"El derecho a la salud", Hospital, 1987

"40 Aniversari de la Declaració Universal dels Drets Humans",
Món Juridic, 1988

"El sistema protector de los Derechos Humanos", Revista
Latinoamericana de Derechos Humanos, 1989

"El Derecho de Defensa en el marco del Consejo de Europa",
Revista Jurídica de Cataluña, 1989

"A propòsit del 40 Aniversari de la Declaració Universal dels
Drets Humans" (Cultura, revue du Département de la culture de la
Généralité de Catalogne)

M. JOSE MANUEL BANDRES SANCHEZ-CRUZAT (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement espagnol)

Lieu et date de naissance : Jaca (Huesca, Espagne), le 12 janvier 1955

Etudes universitaires

1972-1977 Licence en droit (Université de Saragosse)
1975-1976 Diplôme de droit comparé de l'Université de Strasbourg
1977 Académie internationale de La Haye
1980 Ecole de la magistrature (Madrid)
1982 Institut des droits de l'homme de Strasbourg

Activités professionnelles

1988-1989 Magistrat du Tribunal supérieur de justice de Catalogne
1987-1989 Professeur associé à la Faculté de droit de Barcelone (chaire de droit constitutionnel)
1985-1988 Magistrat de l'Audiencia de Barcelone
1980-1985 Juge de l'Audiencia de Catalayud, Villanova et Guernica

Missions internationales

Membre de la mission de Pax Romana, SOS Torture et l'Institut des droits de l'homme de Catalogne chargée d'observer la situation des droits de l'homme au Chili (1987)

Publications

Ouvrages

El Tribunal Europeo de Derechos Humanos, Editions Bosch, Barcelone, 1983

El estatuto de Autonomía de Aragón de 1982, Diputación General de Aragón, Saragosse, 1985

Poder Judicial y Constitucional, Editions Bosch, Barcelone, 1987

Articles

"La publicidad de los debates y decisiones judiciales en la jurisprudencia del Tribunal Constitucional y del Tribunal Europeo de Derechos Humanos de Estrasburgo"

M. STANISLAV VALENTINOVITCH TCHERNITCHENKO (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement de l'Union
des Républiques socialistes soviétiques)

Date et lieu de naissance : 11 janvier 1935, Moscou

Formation : Diplômé de la Faculté de droit de l'Université de Moscou (1958)
Docteur en droit, professeur
Connaît l'anglais

Compte parmi les meilleurs spécialistes soviétiques en matière de droits de l'homme et de théorie du droit international (plus de 100 publications, notamment les monographies suivantes : "Miejdownarodno-pravovyie voprosy grajdanstva" (Citoyenneté et droit international) et "Litchnost i mejdownarodnoie pravo" (Personne et droit international)).

Rédacteur en chef de la revue de droit international "Sovietskii ejegodnik mejdownarodnogo prava", membre du Conseil exécutif de l'Association soviétique du droit international. Membre de la Commission sociale de la coopération internationale en matière de droit humanitaire et de droits de l'homme du Comité soviétique pour la sécurité et la coopération en Europe.

De 1958 à 1960, a travaillé au Ministère de l'intérieur de la RSFSR, puis au Collège juridique international (Iniourkollegia) comme consultant principal.

Est actuellement titulaire de la chaire de droit international à l'Académie diplomatique du Ministère soviétique des affaires étrangères.

De 1974 à 1987 inclusivement a participé chaque année aux travaux de la Commission des droits de l'homme de l'ONU en tant que membre de la délégation soviétique. A participé également, en tant que vice-président, aux travaux du Congrès international sur l'enseignement, l'information et la documentation en matière de droits de l'homme qui s'est tenu à Malte, sous l'égide de l'UNESCO, en août-septembre 1987. A pris une part active à l'élaboration de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

1988-1989 : membre de la Sous-Commission de l'ONU de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

M. TEIMOURAZ OTAROVITCH RAMICHVILI (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement de l'Union
des Républiques socialistes soviétiques)

Né le 4 mai 1955 à Tbilissi (RSS de Géorgie).

Diplômé (1979) de la Faculté de droit international de l'Institut des relations internationales de Moscou. Connaît l'anglais et l'espagnol.

En 1979, a travaillé à l'Agence soviétique des droits d'auteur.

De 1979 à 1981, consultant juridique au Ministère soviétique du commerce extérieur.

De 1981 à 1983, a travaillé au Service des traités du Ministère soviétique des affaires étrangères.

De 1983 à 1987, fonctionnaire à la Mission permanente de l'URSS auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève.

Depuis 1987, fonctionnaire du Service des droits de l'homme de la Direction de la coopération humanitaire internationale et des droits de l'homme du Ministère soviétique des affaires étrangères. S'occupe des activités des organes de l'ONU chargés des droits de l'homme, travaille à l'élaboration de propositions en vue de développer le droit international et les droits de l'homme et d'améliorer la législation soviétique dans le domaine des droits de l'homme.

A participé aux travaux d'un certain nombre de conférences internationales.

Auteur de publications sur les droits de l'homme et le droit international, et coauteur d'une monographie intitulée "Miejdounarodno-pravovyïe printsipy vsieobiemliouchtcheï miejdounarodnoï bezopasnosti" (Fondements juridiques de la sécurité internationale générale).

En 1988-1989 : membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; membre du Groupe de travail des communications de la Sous-Commission.

Mme CLAIRE PALLEY (experte)

(Candidature proposée par le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Nationalité : Britannique

Date de naissance : 17 février 1931

Introduction : Née en Afrique du Sud en 1931, a quitté le pays en 1956 parce qu'elle s'opposait à l'apartheid; s'est rendue dans ce qui s'appelait alors la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, où elle a milité activement en faveur des droits des Africains. A créé le département de droit de l'University College de Salisbury et a entrepris des recherches sur l'histoire juridique de la colonisation britannique en Afrique. Dès la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Rhodésie (1965), s'est rendue au Royaume-Uni. Elle y poursuit une carrière universitaire de juriste en même temps qu'elle milite activement en faveur des droits de l'homme.

Fonctions actuelles : Directrice de St Anne's College (Oxford) depuis 1984

Postes précédemment occupés :

Professeur de droit à l'Université du Kent, Cantorbéry, 1973-1984

Professeur de droit public à la Queen's University de Belfast 1970-1973
(Doyenne de la faculté, 1971-1973)

Assistante de droit à la Queen's University de Belfast, 1967-1970

Assistante de droit à l'University College de Rhodésie et du Nyassaland,
1960-1965

Assistante de droit à l'Université du Cap, 1953-1955

Diplômes universitaires

B.A., Le Cap, 1950

LL.B. Le Cap, 1952

Ph.D in Law, Université de Londres, 1965

M.A. Oxford, 1984

Qualifications professionnelles

Reçue au barreau en 1969 (Middle Temple)

Chargée de conférences de droit aux cours d'été de l'Université de Richmond (Virginie), 1974-1977; chargée de conférences de droit comparé relatif aux droits de l'homme à l'Université du Pacifique (Stockton), 1977

Activités publiques et affectations :

Conseillère constitutionnelle auprès de l'African National Council (Patriotic Front), 1975-1976

Conseillère constitutionnelle à la Convention d'Irlande du Nord, 1975

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1988/1989

Conseillère constitutionnelle auprès du Gouvernement de la République de Chypre depuis 1979; a participé aux pourparlers intercommunautaires de Nicosie (1981-1984) sous la présidence du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU; également chargée des questions de droits de l'homme.

Administratrice et membre du Conseil d'administration du Minority Rights Group depuis 1976

Consultante sur les minorités auprès de la Commission internationale de juristes, 1977

Consultante sur les questions relatives à l'Irlande du Nord auprès de la Commission internationale de juristes, 1980

Consultante auprès de l'Organisation internationale du Travail, en 1979, sur la question de l'abolition de la discrimination dans le droit zimbabwéen

Directrice de l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex, depuis 1987

Ouvrages et contribution à des publications :

The Constitutional History and Law of Southern Rhodesia 1888-1964, Oxford, Clarendon Press, 1966

"Rhodesia" in Annual Survey of African Law, publié sous la direction d'E. Cotran et N. Rubin, Frank Cass, 1970, p. 236-292

"The Role of Law" in Protecting Cultural Minorities in the Future of Cultural Minorities, publié sous la direction d'A.E. Alcock et J. Welton, Londres, Macmillan, 1978

"Constitutional Solutions to the Irish Problem" (50 pages environ) in Current Legal Problems, 1980, Sweet and Maxwell

"Ways Forward : The Constitutional Options of the Constitution of Northern Ireland" in Problems and Prospects, publié sous la direction de David Watt, Heinemann and RIIA, 1981, p. 183-206

Opuscules :

Co-existence in some Plural European Societies, Minority Rights Group 1987, Introduction

The Palestinians, Minority Rights Group 1987, Préface

Articles :

"The Judicial Committee of the Privy Council as Appellate Court: The Southern Rhodesia Experience", Public Law (1967) p. 8-29

"Constitutional Devices in Multi-Religious Societies", NILQ, 1968, p. 377-417

Etudes demandées par des organismes internationaux et pour des conférences :

"Human Rights in the United Kingdom", Congrès international de droit comparé, Téhéran, septembre 1974, 176 p.

Documents de séance et documents de travail sur les minorités et le droit pour le vingt-cinquième anniversaire de la Commission internationale de juristes, Vienne, 10-22 avril 1977

Mémoire sur la discrimination en Rhodésie du Sud pour l'Organisation internationale du Travail, décembre 1979, 117 p.

"The State of Emergency in Northern Ireland", étude réalisée pour la Commission internationale de juristes, 1980, 117 p.

"Constitutional proposals for South Africa", pour la Fondation pour la conciliation internationale, Genève, 1985, 59 p.

Annexe II

LISTE DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES ELUS A LA QUARANTE-QUATRIEME SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME EN 1988

Etats africains

| | |
|-------------------------------|----------|
| M. Yawo Agboyibor <u>a/</u> | Togo |
| M. Abdou Assouma <u>b/</u> | |
| Mme Judith Attah <u>a/</u> | Nigéria |
| Mme Christy Mbonu <u>b/</u> | |
| M. Aidid Abdillahi Ilkahanaf | Somalie |
| M. Mohamed Turunji <u>b/</u> | |
| M. Ahmed Khalifa | Egypte |
| Mme Fatma Ksentini <u>a/</u> | Algérie |
| M. Boudjemâa Delmi <u>b/</u> | |
| Mme Halima Warzazi | Maroc |
| M. Mohamed Laghmari <u>b/</u> | |
| M. Fisseha Yimer | Ethiopie |

Etats asiatiques

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| M. Awn Shawkat Al-Khasawneh <u>a/</u> | Jordanie |
| M. Waleed Sadi <u>b/</u> | |
| Mme Mary Bautista | Philippines |
| Mme Haydee Yorac <u>b/</u> | |
| M. Murlidhar Bhandare <u>a/</u> | Inde |
| M. Ribot Hatano | Japon |
| M. Yozo Yokota <u>b/</u> | |
| M. Tian Jin <u>a/</u> | Chine |
| M. Shao Jin <u>b/</u> | |

Etats d'Europe orientale

| | |
|---------------------------------------|-----------------------------------|
| M. Stanislav Tchernitchenko <u>a/</u> | Union des Républiques socialistes |
| M. Teimouraz Ramichvili <u>b/</u> | soviétiques |
| M. Ion Diaconu | Roumanie |
| M. Ion Maxim <u>b/</u> | |
| M. Danilo Türk | Yougoslavie |
| Mme Lidiya Basta <u>b/</u> | |

Etats d'Amérique latine

| | |
|---------------------------------------|------------|
| M. Leandro Despouy <u>a/</u> | Argentine |
| Mme María-Teresa Flores <u>b/</u> | |
| M. Miguel Alfonso Martínez | Cuba |
| M. Julio Heredia Pérez <u>b/</u> | |
| M. Rafael Rivas Posada | Colombie |
| M. Eduardo Suescún Monroy <u>b/</u> | |
| M. Alejandro Sobarzo Loaiza <u>a/</u> | Mexique |
| M. Héctor Fix Zamudio <u>b/</u> | |
| M. Luis Varela Quirós <u>a/</u> | Costa Rica |
| M. Jorge Rhenán Segura <u>b/</u> | |

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

| | |
|----------------------------------|--|
| M. Theodoor van Boven | Pays-Bas |
| M. Cornelis Flinterman <u>b/</u> | |
| Mme Erica-Irene Daes <u>a/</u> | Grèce |
| M. Asbjørn Eide | Norvège |
| M. Jan Helgesen <u>b/</u> | |
| M. Louis Joinet <u>a/</u> | France |
| M. Alain Pellet <u>b/</u> | |
| Mme Claire Palley <u>a/</u> | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord |
| M. William W. Treat | Etats-Unis d'Amérique |
| M. John Carey <u>b/</u> | |

a/ Elu pour deux ans.

b/ Suppléant.